

Dossier Élection américaine/Bilan économique (4/5)



Les Américains, friands du grand nettoyage, jusqu'à Wall Street

Depuis 4 ans, les Etats-Unis ont fermé 460 établissements bancaires. Un effet Obama? Non, une détermination typiquement américaine. Contrairement à l'Europe, le secteur est assaini.



La Federal Deposit Insurance Corporation a l'autorité de fermer les établissements qu'elle juge invivables. © BLOOMBERG

SERGE QUOIDBACH

L'effondrement bancaire américain n'aura pas eu lieu. Quelques noms ont changé, certains ont disparu, d'autres ont créé une onde de choc dévastatrice. Mais aujourd'hui, le secteur se porte bien, disons mieux qu'en Europe.

Pourtant, assis sur un volcan immobilier qui sent encore le souffre, Wall Street et les banques américaines auraient pu devenir un Pompé financier. C'est le paysage qu'offre aujourd'hui l'Espagne, aux prises avec un problème similaire. Pourquoi les Etats-Unis ont-ils réussi là où les Européens échouent? La réponse tient en quatre lettres: FDIC.

La Federal Deposit Insurance Corporation est chargée de détecter les canards boiteux dans la liste de ses membres. Une fois identifiés, elle les abat, les dépèce et redistribue les bons morceaux à d'autres établissements jugés plus solides. Les créanciers et actionnaires en sont pour leur frais. Tant pis. Pas question de laisser des banques zombies hanter les rangs déjà anxiogènes de la finance.

En 2007, la FDIC avait fermé 3 banques. En 2008, le compteur a bondi à 25 unités. Puis c'est l'emballage: 140 en 2009, 157 en 2010, 92 en 2011. Cette année encore, 46 banques ont dû fermer leurs portes. En tout, près de 650 milliards de dollars d'actifs sont passés par ses services de nettoyage.

Ces traitements de choc ne sont pas sans risque. Entre 2008 et 2011, la FDIC, qui assure également les dépôts des clients jusqu'à une valeur de 250.000 dollars, a dû déboursier près de 100 milliards de dollars. En 2009, son fonds d'assurance est passé dans le rouge et y est resté jusqu'au deuxième trimestre de l'année passée.

Patate chaude

L'administration Obama n'est pas l'artisan de ce système. Elle l'a hérité de ses prédécesseurs. Pour ce qui est des mesures radicales, elles sont ancrées dans la culture américaine (voir également interview ci-contre). Le monde entier a payé cette détermination, lorsque l'administration Bush a décidé de laisser tomber Lehman Brothers...

Pour l'heure, le secteur est assaini, mais certains risques demeurent.

Obama a également hérité des deux co-

QUEL BILAN ÉCONOMIQUE?

«L'Echo» dresse cette semaine le bilan économique du président Obama. Comment s'en est-il sorti après avoir hérité d'une économie en pleine débâcle à son arrivée à la Maison-Blanche, en janvier 2009? Tentatives de réponses en cinq volets:

- La crise immobilière et sa valse de saisies;
- Le sauvetage de l'industrie automobile;
- Le niveau de vie des Américains quatre ans plus tard;
- Le grand nettoyage bancaire à Wall Street;
- Des déficits monstres, au mur budgétaire.

losses du refinancement hypothécaire. Les agences semi-gouvernementales Fannie Mae et Freddie Mac assurent, avec les agences fédérales, neuf crédits hypothécaires sur dix. En septembre 2008, deux mois avant les élections américaines, les deux établissements ont reçu 142 milliards de dollars d'aide publique. Elles sont devenues de facto la propriété du contribuable américain, qui assure maintenant plus de 5.000 milliards de dollars de crédits hypothécaires. Un risque difficile à défendre devant les Américains. C'est la plus grosse patate chaude transmise à l'administration Obama. Jusqu'ici les autorités ont préféré ne pas y toucher...

L'actuel président américain a préféré s'attaquer à Wall Street, symbole pour lui de tous les excès. En juin 2009, il a appelé à «une transformation à une échelle inédite depuis les réformes qui ont suivi la Grande Dépression». En résulte un impressionnant Dodd-Frank Act, du nom de ses deux artisans.

L'acte est signé en juillet 2010, et réunit des sujets aussi divers que la protection des consommateurs, le renforcement de la supervision, la transparence pour des instru-

ments complexes appelés dérivés, la limitation dans les investissements pour compte propre (règle Volcker),...

Abroger et remplacer

Les critiques diront que seul un tiers des mesures ont traversé le processus législatif. D'autres diront que les banques ont déjà largement intégré la réforme.

Un rapide survol des chiffres le montre en effet. Bank of America, Citigroup, JPMorgan, ... ont toutes un ratio d'endettement tournant autour de 10: pour chaque dollar investi, dix dollars sont empruntés. Les BNP Paribas, Société Générale, Barclays, ... dépassent les 20, un niveau qu'atteignaient, voire dépassaient les banques américaines avant la crise.

Cela n'a pas empêché les six plus gros établissements de Wall Street d'afficher des bénéfices jugés insolents vu le paysage de désolation qu'ils ont laissé derrière eux. De juin 2011 à juin 2012, ils ont affiché quelque 63 milliards de profits, la plus grosse rafle depuis 2006.

Les banquiers de Wall Street se plaignent pourtant régulièrement des contraintes imposées par Washington. Il est vrai qu'elles grèvent le potentiel de croissance pour les actionnaires («return on equity»).

Le candidat républicain Mitt Romney a dit vouloir «abroger et remplacer» la législation Dodd-Frank. Une déclaration prise avec beaucoup de suspicion, même dans son propre camp.

Tout le monde s'accorde en effet sur une chose: les risques de dérapage sont toujours là. En témoigne la perte fracassante de 6 milliards de dollars de JPMorgan sur les marchés des dérivés. Un incident qui effraie les autorités: la banque a pour plus de 70.000 milliards de positions dans ce marché, soit plus de 10% de la taille globale.

Une concentration de risques insoutenable. Et qui pose de manière brutale le débat qui a hanté le monde depuis la chute de Lehman Brothers: après avoir concentré le secteur bancaire, que faire des établissements devenus trop grands pour les laisser tomber.

C'est l'un des nombreux dossiers qui attendent la prochaine administration.

Retrouvez notre dossier sur l'élection présidentielle américaine sur www.lecho.be/usa

«Oui, les banques américaines sont plus sûres»

Ancien vice-président du New York Stock Exchange, le Belge Georges Ugeux est aujourd'hui CEO de la banque d'investissement Galileo Global Advisors.

Les banques américaines sont-elles plus sûres aujourd'hui?

Oui, clairement. Le pourcentage de fonds propres est deux fois plus élevé qu'en Europe. Une série d'activités a été maintenant externalisée. On est dans une situation où on peut voir venir. C'est la grande différence de mentalité: aux Etats-Unis, on se rend compte qu'on a fait une bêtise, on prend ses pertes, on se coupe le bras, et on reprend. En Europe, quand on a un problème, on cause...

Certaines banques sont plus grandes qu'avant la crise. N'est-ce pas le talon d'Achille du système bancaire américain?

Tout est relatif. Le total des actifs des banques américaines est inférieur à 100% du PIB. Dans l'Union européenne, il est de 450% du PIB. C'est vrai qu'elles sont importantes, qu'elles dominent certains marchés. Mais par rapport à la taille du pays, c'est moins risqué qu'un système en Europe qui s'est basé exclusivement sur le financement bancaire et n'a pas développé ce qui a été développé aux Etats-Unis: le financement par les marchés. Aux Etats-Unis, les banques financent 30% de l'économie, les 70% restant le sont par les marchés. En Europe, on est à 80%. Il faut certes regarder les chiffres absolus, mais aussi ce que ceux-ci représentent pas rapport à l'économie.

Seul un tiers de la réforme Dodd-Frank a été mis en œuvre jusqu'à présent...

Sur base des contacts que j'ai avec les banques américaines, il n'y a plus personne qui s'organise en imaginant que le Dodd-Frank ne sera pas en place. Par contre, le lobbying est considérable pour essayer d'éviter la partie qui fait le plus mal: celle qui restreint l'activité sur fonds propres. C'est la «Volcker Rule», ce sont aussi les

6 milliards de JPMorgan (voir ci-contre). Les relations entre régulés et régulateurs, c'est un jeu de chat et de souris. Dans un pays comme les Etats-Unis où vous avez beaucoup de jurisme, c'est problématique: ils ont de meilleurs avocats que le gouvernement. En tout cas des avocats plus chers.

Mitt Romney veut abroger la réforme. Va-t-on vers un retour en arrière?

Je ne suis pas sûr qu'une suppression ait un énorme soutien. Ce qui va se passer, c'est une négociation entre républicains et démocrates sur les sujets qui fâchent. L'osature même ne sera pas remise en question. C'est du discours politique.

Si Obama est réélu, aurait-on un secteur bancaire plus solide qu'avec Romney?

Je ne dirais pas cela. Mais avec Obama, nous aurons une mise en place des lois et des sanctions plus robustes. Les républicains ont refusé de voter un budget qui aurait permis à la SEC (le gendarme des marchés, ndr) de recruter le personnel nécessaire. Ils ont une manière bien connue de diluer la réglementation.

«Avec Obama, nous aurons une mise en place des lois et des sanctions plus robustes.»

GEORGES UGEUX
CEO DE GALILEO GLOBAL ADVISORS

